

SÉLECTION

# L'héritage culturel de l'inflation par décret

Jörg Guido Hülsmann propose, dans *L'Éthique de la production de monnaie, une intéressante synthèse entre l'économie politique de la monnaie, la philosophie réaliste et la théologie catholique. Il aborde la compatibilité entre les préceptes moraux chrétiens et diverses constitutions monétaires, les conséquences de l'inflation permanente sur le plan de la spiritualité, les causes des crises monétaires et financières ainsi que l'utilité de la politique monétaire. Ce chapitre a été publié sous le titre « L'héritage culturel et spirituel de l'inflation forcée » et dans une traduction légèrement différente dans la revue *Kephas* (avril-juin 2006).*

L'idée que l'inflation est néfaste est un lieu commun de la pensée économique. Cependant, même les économistes sous-estiment le mal qu'elle fait. La plupart des manuels définissent l'inflation de façon bien trop étroite comme une «baisse prolongée du pouvoir d'achat de la monnaie (PAM)» et ne prêtent pas suffisamment attention aux formes concrètes qu'elle revêt. Afin de bien comprendre la nature sinistre de l'inflation ainsi que son ampleur, il faut garder à l'esprit qu'elle naît d'une violation des règles fondamentales de la vie en société. On peut la définir comme l'augmentation de la masse monétaire résultant de la fraude, de l'imposition et de la violation de contrat. L'inflation entraîne invariablement trois conséquences caractéristiques: (1) elle profite à ses auteurs aux dépens des autres utilisateurs de monnaie, (2) elle permet d'accumuler des dettes au-delà du niveau que ces dettes auraient atteint sur le marché libre et (3) elle réduit le PAM en-deçà du niveau qu'il aurait atteint sur le marché libre. Si ces trois conséquences apparaissent déjà passablement mauvaises, les choses empirent encore lorsque l'inflation est encouragée par l'État. L'inflation décrétée par le gouvernement rend l'inflation permanente et crée, par ailleurs, des institutions et des habitudes spécifiques à ce phénomène monétaire qui constituent le stigmate spirituel et culturel caractéristique des sociétés humaines touchées par l'in-

flation. Nous allons, au cours de ce chapitre, analyser plus en détail certains aspects de cet héritage. L'inflation profite au gouvernement qui la contrôle, non seulement aux dépens de la population dans son ensemble, mais également aux dépens des gouvernements régionaux et locaux. Nous savons que les souverains européens, pendant la montée des États-nations aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, anéantirent les derniers grands vestiges des pouvoirs intermédiaires. Les États-nations démocratiques des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles achevèrent la centralisation du pouvoir commencée avec les rois. Et l'élément moteur de ce processus fut l'inflation. En effet, la production de monnaie reposait alors entièrement entre les mains de l'appareil étatique. Plus que tout autre facteur économique, l'inflation décrétée a rendu l'État-nation irrésistible; et elle a ainsi contribué, indirectement du moins, à la popularité des idéologies nationalistes qui ont abouti au 20<sup>e</sup> siècle à la vénération aveugle de l'État-nation.

L'inflation entraîne la croissance des gouvernements centraux. Elle leur permet de croître davantage qu'ils n'auraient pu le faire dans une société libre et de monopoliser davantage de fonctions gouvernementales – fonctions dont ils auraient été privés dans un régime de production naturelle de monnaie. Cette croissance s'opère aux dépens de toutes les formes de gouvernements intermédiaires et, bien sûr, au détriment de la société civile au sens large. La centralisation du pouvoir rendue possible par l'inflation contribue à l'isolement des citoyens. Tous leurs liens sociaux sont contrôlés par l'État qui produit maintenant la plupart des services rendus autrefois par d'autres entités sociales telles que la famille ou les gouvernements locaux. Parallèlement, la direction centrale de l'appareil étatique se coupe progressivement du quotidien de ses administrés. Il est difficile de réconcilier cette tendance avec l'objectif d'une société bien organisée. Au 19<sup>e</sup> siècle, le sociologue français Frédéric Le Play, en observateur subtil et critique de la centralisation du pouvoir étatique, établit le principe moral de subsidiarité selon lequel tout problème devait être résolu par la personne ou l'organisation compétente située le plus bas possible dans



JÖRG GUIDO HÜLSMANN, ÉCONOMISTE

## «L'inflation décrétée rend le monde des affaires plus dépendant des banques que sur le marché libre»

l'échelle du système politique. Léon XIII canonisa alors, si l'on peut dire, ce principe dans son encyclique *Rerum Novarum* (§§13, 35), sans toutefois le mentionner nommément. Ce ne fut qu'en 1931 que le Pape Pie XI adopta l'expression «subsidiarité» dans son encyclique *Quadragesimo Anno*. Mais aucun précepte moral n'est assez puissant pour arrêter une telle lame de fond et c'est à la racine même du mal que l'on doit attaquer.

Parmi les conséquences les plus horribles de la monnaie imposée et, en particulier, du papier-monnaie, se trouve leur capacité à allonger la durée des guerres. Les des-

**L'INFLATION DÉCRÉTÉE PAR LE GOUVERNEMENT REND LE PHÉNOMÈNE PERMANENT ET CRÉE DES INSTITUTIONS ET DES HABITUDES SPÉCIFIQUES. UNE DÉRIVE MONÉTAIRE QUI REPRÉSENTE UN STIGMATE SPIRITUEL ET CULTUREL CARACTÉRISTIQUE.**

tructions engendrées par les guerres ont cet effet curatif d'apaiser les velléités guerrières initiales. Plus la guerre est longue et destructrice, moins la population est encline à la supporter financièrement par les impôts ou par l'achat de bons du Trésor. L'inflation décrétée, en revanche, permet au gouvernement d'ignorer la résistance fiscale de ses citoyens et de maintenir l'effort de guerre à son niveau actuel, voire de l'accroître. Le gouvernement n'a plus qu'à imprimer les billets nécessaires à l'achat de canons et de bottes.

C'est exactement ce qui s'est passé, au 20<sup>e</sup> siècle, lors des deux guerres mondiales, du moins en ce qui concerne les États européens. Les gouvernements de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Russie et du Royaume Uni ont financé une grande partie de leurs dépenses au moyen de l'inflation. Bien évidemment, il est difficile d'estimer l'impact quantitatif précis de cette politique. Il n'est cependant pas déraisonnable de supposer que l'inflation décrétée a prolongé les deux guerres mondiales de quelques mois, voire d'un an ou deux. Si l'on considère que le nombre de victimes a atteint son point culminant vers la fin de la guerre dans les deux cas, il n'est pas difficile d'imaginer que de nombreuses vies auraient pu être épargnées. Nombreux sont ceux qui considèrent que, dans une guerre, tous les moyens sont justes. À leurs yeux, l'inflation décrétée est un moyen légitime de repousser une menace

fatale pour une nation. Mais cet argument n'est pas très convaincant. Il n'est pas vrai que tous les moyens sont justes dans une guerre. Il y a dans la théologie catholique une théorie de la guerre juste qui souligne exactement ce point. S'il existait d'autres moyens moins choquants permettant d'obtenir le même résultat, l'inflation décrétée constituerait certainement un moyen illégitime. De fait, ces moyens existent et ont toujours été à la disposition des gouvernements: c'est le cas, par exemple, de la monnaie de crédit ou de l'imposition supplémentaire.

Un autre argument typique en faveur de la monnaie forcée en temps de guerre consiste à dire que le gouvernement est sans doute mieux informé de la proximité de la victoire que les citoyens. La population, de par son ignorance, finit par se lasser de la guerre et tend à résister à tout impôt supplémentaire. Au contraire, le gouvernement est lui parfaitement au courant de la situation. Sans la monnaie à cours forcé, il serait pieds et poings liés – ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la victoire imminente. L'inflation ne fait que lui donner le petit coup de pouce dont il a besoin pour gagner.

Il est bien entendu en effet tout à fait concevable que le gouvernement soit mieux informé que ses citoyens. Mais il est plus difficile de comprendre en quoi cela pourrait constituer un obstacle au financement de la guerre. La tâche essentielle des chefs politiques est de rallier les masses à leur cause. Pourquoi serait-il difficile pour un gouvernement en guerre de produire des raisons convaincantes s'agissant de la nécessité d'impôts supplémentaires? Cela nous amène aux considérations suivantes.

La guerre n'est que le cas le plus extrême dans lequel l'inflation décrétée permet au gouvernement de poursuivre ses objectifs sans véritable soutien de ses citoyens. La planche à billets permet au gouvernement de s'emparer de la propriété de la population sans son consentement et, de fait, contre sa volonté. Que penser d'un gouvernement qui spolie arbitrairement ses citoyens? Aristote et de nombreux autres philosophes politiques ont donné à ce type de régime le nom de tyrannie. Et les théoriciens de la monnaie, d'Oresme à Mises, ont souligné le fait que l'inflation décrétée, en tant qu'instrument des finances publiques, était une caractéristique financière de la tyrannie. Comme nous l'avons vu de façon assez détaillée, l'inflation décrétée est une forme intrinsèquement instable de production de monnaie. En effet, elle institutionnalise l'irresponsabilité et l'aléa moral avec pour résultat des crises économiques récurrentes et fréquentes. Les

efforts passés pour contrer ces effets n'ont malheureusement pas remis en cause le principe même de l'inflation décrétée. Ils ont entraîné une évolution particulière des institutions monétaires – une sorte de course institutionnelle vers la décadence monétaire. Rien n'oblige un tel processus à produire ses effets immédiatement: cette décadence des institutions monétaires est en cours depuis des siècles et elle n'a pas encore atteint le fond de l'abîme, même si ce processus s'est accéléré considérablement à notre époque de papier-monnaie. Nous avons déjà traité de ce phénomène et nous le replaçons dans son contexte historique plus général au cours de la troisième partie. L'inflation décrétée a un impact considérable sur le financement des entreprises. Elle rend les crédits meilleur marché qu'ils ne le se-

**L'INFLATION ENTRAÎNE LA CROISSANCE DES GOUVERNEMENTS CENTRAUX. CETTE CROISSANCE S'OPÈRE AUX DÉPENS DE TOUTES LES FORMES DE GOUVERNEMENTS INTERMÉDIAIRES. ET BIEN SÛR AU DÉTRIMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU SENS LARGE.**

raient sur le marché libre. Les entrepreneurs ont ainsi plus souvent recours au crédit pour financer leurs projets qu'aux fonds propres (capital apporté dans la société par ceux qui en sont les propriétaires). Dans un système naturel de production de monnaie, les banques n'octroieraient de crédits qu'en tant qu'intermédiaires financiers. Elles ne pourraient prêter que les sommes d'argent qu'elles auraient elles-mêmes épargnées, ou bien celles que leurs clients leur auraient confiées. Les banquiers pourraient déterminer librement les conditions des crédits offerts (intérêt, durée et garanties) mais il serait bien évidemment suicidaire de prêter à de meilleures conditions que celles de leur emprunt. Supposons, par exemple, qu'une banque reçoive un crédit à 5 pour cent: il se-

rait alors suicidaire de prêter cet argent à 4 pour cent. Il s'ensuit que sur un marché libre, les banques, afin d'être profitables, sont soumises à des limites assez étroites – limites qui sont déterminées par les épargnants. Il n'est donc pas possible pour une banque de survivre et d'offrir de meilleurs termes que ceux acceptés par les épargnants qui leur confient leur argent pour une durée donnée.

C'est pourtant là précisément ce que les banques à réserves fractionnaires peuvent se permettre de faire. Comme elles peuvent produire des billets supplémentaires à un coût pratiquement nul, elles peuvent offrir des crédits à des taux plus bas que ceux qui auraient prévalu sinon. Les bénéficiaires de ces crédits vont ainsi financer par la dette des projets qu'ils auraient dû financer par leur fonds propres ou qu'ils n'auraient jamais entrepris. Le papier-monnaie a le même effet mais à plus grande échelle. Un producteur de papier-monnaie peut octroyer des crédits pratiquement sans aucune limitation et pratiquement à n'importe quelles conditions. Ces dernières années, la banque nationale du Japon a offert des crédits à 0 pour cent pour ensuite aller, dans certains cas, jusqu'à payer des personnes pour qu'elles s'endettent.

Il est évident que peu de sociétés peuvent se payer le luxe de refuser de telles offres. La concurrence est rude dans la plupart des industries et les entreprises doivent rechercher les meilleures offres à moins de perdre cet «avantage concurrentiel» qui peut être décisif en termes de profits et de simple survie. Par conséquent, l'inflation décrétée rend le monde des affaires plus dépendant des banques qu'il ne l'aurait été sur le marché libre. Elle crée une plus grande dépendance et une plus grande centralisation du pouvoir que celles qui existeraient sur un tel marché. L'entrepreneur qui opère avec 10 pour cent de fonds propres et 90 pour cent de dettes n'est plus vraiment un entrepreneur. Ce sont ses créanciers, généralement des banquiers, qui, parce qu'ils prennent les décisions vitales, sont les véritables entrepreneurs. L'entrepreneur n'est plus qu'un cadre dirigeant bien payé, un directeur. ■

Jörg Guido Hülsmann est économiste et professeur allemand. Il enseigne à la faculté de Droit, d'Économie et de Gestion de l'Université d'Angers. Par ailleurs, il est Senior Fellow au Mises Institute, à l'Université d'Auburn (Alabama). Ses travaux portent sur l'histoire de la pensée économique et du libéralisme, la théorie monétaire, la relation entre économie et religion. Dans ses récentes recherches, il s'est intéressé à l'analyse contre-factuelle de l'économie.

**JÖRG GUIDO HÜLSMANN**  
«L'Éthique de la production de monnaie». Traduit de l'anglais par Lucas Scrive-Félix. Collection «L'esprit économique». L'Harmattan. 290 pages

### TOP 5 DES VENTES ÉCONOMIE-FINANCE

**PAYOT**  
LIBRAIRIE

Cinq meilleures ventes de la semaine dernière dans l'ensemble du réseau

- Principes de l'économie: adaptation européenne**  
G. N. Mankiw, M. P. Taylor  
De Boeck
- Macroéconomie**  
Gregory N. Mankiw  
De Boeck
- Économie internationale**  
Collectif  
Pearson Education
- Comptabilité générale**  
J.-P. Chardonnens  
Adhoc Treuhand
- Les normes comptables internationales (IFRS-IAS)**  
Bernard Raffournier  
Economica